

SEANCE 7. DEMOCRATIE PARTICIPATIVE, UN ECHEC PLUTOT RASSURANT !

Pascal Aubert, fonctionnaire territorial chargé de mettre en œuvre des dispositifs de concertation, militant du collectif Pouvoir d'Agir,

Guillaume Coti, coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir et ancien directeur de centre social,

Jean Pierre Worms, sociologue, ancien député et co-fondateur du collectif Pouvoir d'Agir

2016

Les membres du collectif Pouvoir d'Agir vous proposent d'analyser les limites des démarches participatives telles qu'elles sont mises en place en France et proposent des pistes d'action inspirées d'initiatives citoyennes. Cette critique constructive des démarches de démocratie participative explique comment des démarches citoyennes peuvent être des sources d'inspiration pour la mise en place de dispositifs participatifs adaptés, mais aussi des modes de gestion et de gouvernance qui prennent en compte et favorisent le pouvoir d'agir des habitants.

TABLE DE MATIÈRES

Séance 7. Démocratie participative, un échec plutôt rassurant !..... 1

- 1. Le collectif Pouvoir d'Agir et notre constat sur l'état de la démocratie locale et participative 2
- 2. Participation : une crise paradoxale ! 2
 - Les enjeux de la question démocratique 3
- 3. Sept bonnes raisons pour lesquelles ça ne marche pas !..... 4
- 4. Les leviers 4
 - 4.1. Croire dans la capacité des citoyens. 5
 - 4.2. Partir des sujets essentiels pour les gens, y compris les sujets qui fâchent..... 6
 - 4.3. Partager le pouvoir d'élaborer la décision et reconnaître le pouvoir d'agir. 8
 - 4.4. Valoriser et reconnaître les collectifs et les communautés. Laisser de la place pour que les gens agissent eux-mêmes..... 9
 - 4.5. Les formes et les rythmes 11
- Pour en savoir plus 13

1. LE COLLECTIF POUVOIR D'AGIR ET NOTRE CONSTAT SUR L'ETAT DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET PARTICIPATIVE

Malgré des lois successives qui ont cherché à placer l'habitant, le citoyen ou l'utilisateur au cœur des politiques publiques - via une dynamique de participation citoyenne - les instances participatives actuelles échouent le plus souvent dans leur objectif de rassembler une grande diversité de citoyens réunis autour de la co-construction du bien commun.

Les freins que nous identifions touchent, au tissage d'une véritable relation de confiance avec les citoyens mais plus encore à la question du partage du pouvoir. Ces freins, facilement identifiables dans les différents types de démarches participatives (qu'elles soient portées par des institutions ou des associations) peuvent se transformer en autant de leviers car nous pouvons tirer de ces erreurs, des enseignements précieux.

Nous aborderons cette question à travers une grille d'analyse construite à partir du croisement de 7 expériences très significatives (voir les [fiches d'étude de cas et ressources](#)), visant et illustrant toutes le développement du pouvoir d'agir des habitants d'un territoire. Cette grille de lecture est présentée par

- Guillaume Coti, coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir et ancien directeur de centre social.
- Jean Pierre Worms, sociologue, ancien député et co-fondateur du collectif Pouvoir d'Agir.
- Pascal Aubert, fonctionnaire territorial chargé de mettre en œuvre des dispositifs de concertation, militant du collectif Pouvoir d'Agir.

Et enrichie par le témoignage¹ de :

- Vincent Divoux, directeur du centre social et culturel des 3 cités à Poitiers.
- Moussa Saïd, (Président de l'APIC)
- M. Balde, (Vice-président de l'APIC)

2. PARTICIPATION : UNE CRISE PARADOXALE !

Le constat est fait partout et par tous : **affaiblissement de la démocratie** (au travers entre autre de l'abstention et de l'effondrement des corps intermédiaires), désenchantement vis-à-vis de la démocratie représentative, de ses représentants, crise des délégations, des mandats confiés aux élus. Un décrochage qui frise parfois la désaffiliation totale, en particulier celle des milieux populaires. Les **démarches de démocratie participative**, telles qu'elles sont mises en œuvre actuellement, **échouent généralement** à remédier à cet affaiblissement. En effet, là aussi constat est fait d'une très faible participation et

¹ Voir les vidéos de la rubrique « pour en savoir plus » du cours en ligne.

représentativité de ces espaces. On reproduit souvent les mêmes mécanismes pyramidaux en fabriquant un espace intermédiaire de notables de la participation qui ne représentent souvent qu'eux-mêmes ; les questions de partage du pouvoir de décision restent tendues et compliquées.

Même lorsque les habitants s'organisent et acquièrent des savoirs qui vont au-delà de leur expertise d'usage, leur pouvoir d'agir, c'est à dire leur capacité à prendre ou reprendre du pouvoir sur leur vie, leur environnement et les décisions qui les concernent, n'est pas toujours considéré comme légitime, la tendance est plutôt la méfiance vis-à-vis des collectifs citoyens. L'élitisme et la compétition individuelle dominant les modes d'élaboration des décisions. Les milieux populaires souffrent non seulement des inégalités économiques structurelles et des discriminations mais aussi d'une non-reconnaissance de leur valeur et de leur légitimité à porter une parole et un regard politique sur les choses.

Et pourtant **nous constatons parallèlement l'émergence tous azimuts de mobilisations venues des citoyens**, hors du cadre habituel d'organisation et en dehors des corps intermédiaires habituellement concernés. Ces mobilisations visent à accélérer ou à déclencher des transformations sociales en lien avec des aspirations profondes qui touchent aux questions de progrès social en matière d'éducation, de protection de l'environnement, de développement social et culturel humain, à la politique ou encore au monde du travail.

En fait si l'on en croit les études (dont celles conduites par Jacques ION par exemple), l'engagement citoyen est en hausse mais il se joue de plus en plus en dehors des cadres dans lesquels il évoluait jusqu'alors. Les partis politiques, les syndicats, les associations peinent à renouveler leurs effectifs militants. Une profonde déconnexion entre le peuple et les corps intermédiaires s'opère alors que l'initiative citoyenne est fertile et contribue ici et là à transformer la réalité avec des actions locales qui se pensent globalement.

C'est sur la base de cette analyse, qu'en 2010 lorsque Claude Dillain, alors maire de Clichy sous Bois écrit, 5 ans après les révoltes urbaines de 2005, sa fameuse « lettre ouverte à ceux qui ignorent les banlieues », un groupe de militants, d'associations et d'individus s'unissent pour s'y associer et y répondre en valorisant les capacités d'agir des milieux populaires. Le collectif Pouvoir d'agir naît de ce mouvement de soutien et de promotion aux initiatives citoyennes.

Même si la société avance plus rapidement que les structures et provoque une évolution de la législation, les pratiques inventives se heurtent souvent à des pesanteurs administratives et à des réflexes défensifs vis à vis des citoyens qui s'organisent.

LES ENJEUX DE LA QUESTION DEMOCRATIQUE

De quoi parle-t-on ? La société risque de se balkaniser au moment où nous devons affronter démocratiquement des transitions violentes au plan économique, écologique, social et politique.

Pourquoi est-il primordial de changer de politique et d'aller vers une démocratie plus exigeante qui identifie, reconnaisse et soutienne plus et mieux le pouvoir d'agir autonome des citoyens ? Pour que les politiques publiques fonctionnent mieux certes mais pas seulement. Il y a des enjeux considérables qui s'imposent à la société dès aujourd'hui et vont probablement avoir tendance à s'amplifier dans les années à venir : environnement, lien social, développement économique, partage des ressources et des richesses, éducation, migrations climatiques...

Nous avons besoin des citoyens pour cela ! De leur énergie et de leur intelligence. Nous voulons créer des synergies et des réseaux pour développer les liens de solidarité, les pratiques coopératives et des formes de gouvernance partagée qui s'appuient plus et mieux sur la formidable puissance d'agir que détiennent les citoyens. Nous devons accompagner les transitions à venir pour qu'elles soient synonymes d'espoir et de renouveau démocratique plutôt que d'une peur de l'autre qui induit l'exclusion et le repli sur soi.

3. SEPT BONNES RAISONS POUR LESQUELLES ÇA NE MARCHE PAS !

C'est une crise de l'offre de participation ! Une fois que l'on s'est entendu sur le constat, il ne faut pas se tromper de diagnostic : c'est d'après nous l'offre de participation qui est mauvaise. Nous avons repéré au moins **sept bonnes raisons pour lesquelles ça ne marche pas, que l'on peut retourner en sept leviers pour réussir.**

LES RAISONS POUR LESQUELLES ÇA NE MARCHE PAS

1. **On ne croit pas dans la capacité des citoyens**, on ne les reconnaît pas comme légitimes, on crée alors (inconsciemment parfois) les conditions pour qu'ils ne se sentent pas attendus ou autorisés à participer.
2. **On ne part pas des préoccupations principales des gens**, mais des sujets jugés prioritaires par l'institution.
3. **On ne laisse aucune place à la co-construction** des enjeux et décisions importantes, on ne laisse aucune marge de co-décision.
4. On ne laisse que peu de place à l'action autonome des habitants.
5. On évite les sujets qui fâchent et les colères.
6. On se défie des communautés et des collectifs.
7. Les formes proposées sont répulsives.

4. LES LEVIERS

Ces bonnes raisons pour lesquelles ça ne marche pas peuvent aisément se retourner comme un gant pour devenir **des leviers, des atouts pour produire l'implication dans une démarche ou un projet.** Nous proposons dans la suite à la fois d'étayer les différents obstacles repérés et des pistes pour les transformer en leviers pour une réelle participation.

Nous avons regroupé leur présentation en cinq séquences suivies d'une synthèse rapide de ces leviers :

- Croire dans la capacité des citoyens.
- Partir des sujets essentiels pour les gens, y compris les sujets qui fâchent.
- Partager le pouvoir d'élaborer la décision et reconnaître le pouvoir d'agir.
- Valoriser et reconnaître les collectifs et les communautés. Laisser de la place pour que les gens agissent eux mêmes.
- Les formes et les rythmes

4.1. CROIRE DANS LA CAPACITE DES CITOYENS.

La première bonne raison pour laquelle les dispositifs participatifs ne fonctionnent pas réside dans le fait que massivement on n'a pas confiance dans la capacité des citoyens, et encore moins en celle des milieux populaires. Les initiateurs de démarches participatives, publics ou para publics commettent la plus part du temps un grand contresens en ne considérant les citoyens que du point de vue de leurs difficultés, problèmes ou handicaps et quasiment jamais du point de vue de leurs ressources, potentiels et énergie. Si on n'est pas convaincu de la capacité, de la compétence et du pouvoir d'agir des citoyens, on fait pour eux... on fait contre eux !

On se trompe radicalement sur les citoyens, qui sont capables de survie, de débrouille, de « système D » et de solidarité et que les politiques publiques et les institutions ne renvoient qu'à leurs manques. Or, le regard que l'on porte sur les gens agit comme une prophétie auto-réalisatrice, c'est parce qu'on croit qu'ils ne sont pas capables et ne participeront pas que cela devient vrai. C'est aussi parce que l'on ne prend pas les gens au sérieux, que lorsque l'on réfléchit aux formes qui vont rendre possible cette participation l'on ne trouve pas les bons rythmes, les bons lieux, les bonnes modalités.

L'expérience menée par [ATD quart monde sur le quartier de Fives](#) à Lille, est exemplaire de ce principe d'action. Leur parti pris consiste à considérer que même les plus pauvres ont des compétences éducatives et que l'essentiel est de les reconnaître et les conforter dans cette compétence. La campagne « [1001 territoires](#) » promeut quant à elle l'association des familles aux programmes éducatifs. Pour elle, la réussite de tous les enfants dépend de la capacité à associer les parents, les enseignants et les professionnels de l'éducation. Ce qui suppose de valoriser les savoirs et les compétences des premiers, et de former l'ensemble des acteurs pour qu'ils puissent travailler en partenariat.

PISTES ET LEVIERS POUR CROIRE DANS LA CAPACITE DES CITOYENS

- La formation,
- La co-formation
- ...et la confrontation.

Au delà de la conviction, il faut que la posture, la communication, les formes de l'action adoptées, la manière dont on entre en contact avec les habitants soient cohérentes et incorporent le regard que l'on porte sur eux. Aller à la rencontre des gens là où ils sont en confiance en leur disant que l'on a besoin d'eux (de leurs savoirs (d'usage mais pas uniquement), de leur capacité à réfléchir, à imaginer, à se mobiliser sur un sujet), est certainement une manière d'incarner la confiance qu'on a en leurs compétences.

Les espaces de co-formation et de confrontation peuvent être des opportunités pour participer ou organiser des temps de rencontre équilibrés entre des professionnels et les publics concernés par les actions mises en place. La confrontation et la mise en action avec les personnes concernées sont le seul moyen de faire bouger ses préjugés et de se rendre compte des capacités des différents acteurs (voir l'exemple d'[ATD quart monde à Fives](#)).

D'un point de vue « méthodologique », on peut dire qu'il faut un peu se « jeter à l'eau », se donner une chance de changer d'avis et d'avoir de bonnes surprises. Les modalités de dialogue et de co-formation doivent s'adapter à chaque situation. Les personnes en charge de la sécurité à Montreuil ou Bagnolet n'auraient jamais imaginé qu'un plombier africain soit en capacité de mettre en œuvre avec ses voisins une médiation entre bandes de jeunes rivales (voir l'exemple de l'[APIC Bagnolet – Montreuil](#)).

4.2. PARTIR DES SUJETS ESSENTIELS POUR LES GENS, Y COMPRIS LES SUJETS QUI FÂCHENT.

Le choix des questions et des enjeux est la plus part du temps fait par l'institution de manière descendante : on ne croit pas à la légitimité des gens à réfléchir sur les questions d'intérêt général, alors on décide pour eux ce sur quoi il est utile de débattre. A partir du champ de l'aménagement urbain, qui représente la très grande majorité des démarches de concertation, consultation, budget participatif, etc... on peut facilement mesurer l'écart avec les préoccupations principales des gens, qui sont dans les domaines de l'économie et de l'emploi, de l'éducation et de la réussite des enfants, de la santé, de la sécurité... et pas dans le domaine urbain. On demande donc à des citoyens d'investir du temps libre et gratuit sur des sujets qui ne sont pas essentiels sur leurs agendas... mais sur celui des institutions, des élus et des services. On se prive d'un premier ressort de l'engagement et de la mise en mouvement : l'intérêt pour la question et le projet. On s'engage pour ce qui nous concerne ou ce à quoi on croit.

On évacue les sujets qui fâchent, les colères... Alors que l'on devrait partir des colères, des envies, des problèmes, des rêves des gens auxquels on s'adresse et les prendre au sérieux. On a beaucoup de mal à considérer comme légitime le point de vue des gens eux-mêmes, or la reconnaissance de sa propre légitimité est une brique de base de la participation à une démarche et à l'engagement. Ils sont pourtant, si on s'attache à animer le débat contradictoire et à construire les compromis, les moteurs d'une démocratie vivante et de la fabrication d'une société ouverte. Plutôt que tout faire pour les contourner, il faut

les mettre en débat et s'appuyer sur leur résolution pour dynamiser la démocratie locale. Il faudrait fertiliser ces conflits, en les laissant s'exprimer pour élaborer des compromis solides, un véritable contrat social plutôt que des consensus mous souvent basés sur des non-dits !

PISTES ET LEVIERS POUR PARTIR DES SUJETS ESSENTIELS POUR LES HABITANTS

- Aller vers,
- Ecouter,
- Favoriser l'émergence sans préjuger,
- Légitimer les points de vue des habitants.

En mettant en place de larges démarches d'écoute et un travail d'analyse partagée des situations sociales et économiques locales, on peut entamer un processus qui reposera sur des bases solides. Le temps de l'exploration du territoire est aussi celui de la rencontre des personnes et de la prise de contact. Le recensement des envies, des besoins mais aussi des colères et des injustices permet de commencer à dresser un tableau, une photographie à un moment T du territoire, de ses habitants et des dynamiques qui le traversent.

Il s'agit alors de prendre au sérieux ce qui a été produit et exprimé. C'est un **moment clé : celui de la légitimation du point de vue mais également du savoir des habitants**. Au travers y compris de réactions de colères, s'expriment une connaissance et une analyse d'une situation du point de vue qui est celui des gens.

Cela nécessite d'aller vers les personnes là où elles sont. Pour les professionnels et les institutionnels, pour les élus comme pour les fonctionnaires territoriaux, cela implique de « sortir de sa zone de confort » et de travailler la proximité aux habitants plus que le surplomb.

L'aventure du [centre de santé du quartier des 3 cités \(Poitiers\)](#) est une belle illustration de ce que peut produire la prise en compte d'un sujet qui ne faisait pas partie de l'agenda des institutions, mais était une grande priorité pour les habitants. Un sujet qui a émergé dans le cadre d'une réaction très négative aux projets portés par le bailleur dans le cadre de la rénovation urbaine. La Ville n'était pas pour un tel projet, mais parce que ce sujet était au cœur des préoccupations des habitants, dont ils avaient fait part au cours de 4 ans de mobilisation, un centre de santé a été mis en service en mai 2016.

L'expérience du [collectif de locataires de la Coudraie \(Poissy\)](#), démontre la force constructive des conflits quand ils débouchent sur la négociation. Le point de départ est un rejet d'un projet de démolition dans le cadre de l'ANRU, qui a suscité une très forte mobilisation des habitants. L'opposition au projet a donné lieu à la construction collective d'une contre-proposition élaborée par les habitants avec l'appui d'urbanistes, et qui a servi de base pour entabler une négociation.

4.3. PARTAGER LE POUVOIR D'ELABORER LA DECISION ET RECONNAITRE LE POUVOIR D'AGIR.

On prend toutes les décisions stratégiques sans les principaux concernés...

Gandhi et Mandela disaient : ce qui se fait pour moi, sans moi, se fait contre moi ! Or, la plupart du temps quand on arrive devant les habitants avec un projet, il n'y a plus de « grain à moudre », les décideurs l'ont depuis longtemps « bouclé » sur les enjeux et axes stratégiques. On considère que les habitants, les citoyens n'ont ni les compétences ni le sens de l'intérêt général suffisant pour réfléchir et participer à des décisions qui concernent le bien commun, même s'ils en sont les principaux concernés. Ce faisant, on se prive d'un des ressorts essentiels de l'engagement : le pouvoir de peser sur une décision.

Il y a une contradiction fondamentale à parler et souvent vouloir mettre en place des démarches de démocratie participative et vouloir dans le même temps garder le contrôle sur toutes les décisions. C'est soit infantilisant, soit manipulateur.

Le nouvel épisode ouvert dans le cadre de la politique de la ville avec les conseils citoyens vient le confirmer : alors que le principe de co-construction a été reconnu par la [loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014](#), il n'y a pas eu de changement significatif dans l'association des citoyens à l'élaboration des axes des contrats de ville.

Nous vivons en France dans une culture de l'exercice du pouvoir excessivement délégataire. Nous sommes certes un des premiers pays à avoir reconnu le peuple comme source de la légitimité mais nous sommes un de ceux, parmi les démocraties, qui a mis le plus de distance entre le peuple et les espaces de décision. La distance sociologique entre les dirigeants (élus et administratifs) et les habitants s'est accrue dans les territoires populaires au cours des quarante dernières années, le cumul des mandats entre eux et dans le temps a par ailleurs stérilisé l'offre politique, les processus de décisions sont concentrés entre quelques mains d'élus et de hauts techniciens.

Pour construire des instances participatives efficaces et fidèles aux promesses qu'elles laissent supposer, de nombreuses méthodes existent mais elles nécessitent en amont une volonté réelle de partage du pouvoir d'action et de décision.

Le contre exemple de l'expérience municipale de Saillans dans la Drôme ([voir fiche ressource](#)) apporte un peu d'air et d'expérimentation sur ce plan. Cette équipe issue d'associations citoyennes a d'abord passé un an avant l'élection municipale de 2014 à animer des réunions « post-it / Gomettes » pour forger un programme. Ils ont commencé quasiment d'une feuille blanche et cette dynamique de co-production sur le fond les a amenés d'une part à être élus à la surprise générale au premier tour, mais également à poursuivre l'animation de commissions citoyennes qui restent mobilisées à l'issue de l'élection.

PISTE ET LEVIERS POUR PARTAGER LE POUVOIR DE DECISION

- Partager le pouvoir d'élaborer la décision
- Reconnaître la capacité d'analyse des citoyens

Il faut là encore accepter, pour les décideurs politiques et administratifs, d'exercer le pouvoir autrement. Si au bout du processus de décision publique ce sont les élus qui actent, valident et garantissent la mise en œuvre, on peut tout à fait imaginer des processus d'élaboration très participative de la décision. On peut passer d'un pouvoir qui décide à un pouvoir qui anime le débat et la délibération et qui garantit un accès égal à la décision.

A partir de la logique des groupes de pairs :

- Lorsque chaque groupe de pairs a pu en son sein tourner et retourner les questions qui touchent à des intérêts à la fois particuliers et communs, des rencontres de ces différents groupes sont possibles.
- Lorsque chacun s'est renforcé dans son identité et dans la conception de son opinion, son vocabulaire, que chaque groupe a éclairci son point de vue et ce qu'il souhaite faire par rapport à ces constats, etc.

Alors on peut faire se rencontrer ces groupes. Cette image doit ensuite être remise en débat et analysée collectivement. Chacun va prendre le temps de l'élaboration de son opinion sur la situation. Il s'agira de regrouper les gens qui ont des intérêts en commun, de leur permettre de faire évoluer leur parole et d'en travailler l'expression de manière à ce qu'elle puisse mûrir et s'exprimer de la façon la plus optimale. Et enfin, animer la construction du compromis sur le sujet. Plus un compromis a impliqué de personnes dans son élaboration, plus il a de chance d'être solide.

4.4. VALORISER ET RECONNAITRE LES COLLECTIFS ET LES COMMUNAUTES. LAISSER DE LA PLACE POUR QUE LES GENS AGISSENT EUX-MEMES.

On constate une défiance très courante vis à vis des collectifs quand ils ne sont pas encadrés d'une manière ou d'une autre par les pouvoirs publics.

Seuls sont légitimés les corps intermédiaires officiels (les partis, les syndicats, les grands réseaux associatifs). Toute autre forme de collectif est souvent (s'il n'est pas lié au pouvoir local) suspect soit de projets d'opposition, soit de défense d'intérêts particuliers.

Le collectif est pourtant le lieu de l'entraînement, de la préparation en amont d'une expression, mais également le lieu de l'émulation. C'est une des conditions pour que des individus se donnent l'envie et le courage de s'exprimer parce qu'ils sont porteurs d'un point de vue étayé avec d'autres et qui les dépassent. Nous sommes convaincus qu'il faut massivement soutenir l'organisation collective des citoyens sur les enjeux qui leurs sont essentiels.

Par ailleurs, le sentiment d'appartenance à un groupe est un moteur d'adhésion, d'implication, que les grandes écoles ou grandes entreprises ont de longue date utilisé. Alors qu'une bonne part de l'amélioration de la qualité de vie d'un territoire est entre les mains des gens qui y vivent et pourraient y agir, on néglige cet effet d'entraînement que constitue le plaisir d'être artisan de quelque chose, d'être non seulement le co-auteur mais également le réalisateur.

Cette défiance redouble quand il s'agit de communautés (d'origine, religieuses,...).

Le cadre théorique de la démocratie en France qui s'est forgé à la fin du XVIIIème et au cours du XIXème siècle, ne veut voir que des citoyens dépouillés de leurs appartenances communautaires. Mais à force de ne pas vouloir voir les communautés, on ne voit plus personne...

Ces mêmes communautés pourraient pourtant être considérées comme des ressources. Ce sont les cadres naturels où l'on peut entrer en contact dans de bonnes conditions et amorcer des productions de points de vue et d'envies déjà collectives. Nous avons la conviction, bâtie sur l'observation de plusieurs actions, qu'il n'y a pas de contradiction entre l'existence de communautés fortes et mobilisées et une approche d'intérêt général. C'est au contraire, quand on les ignore, qu'on ne veut pas les voir que l'on finit par produire ce qui est redouté : le communautarisme.

Enfin, les politiques publiques ont bien du mal à laisser de la place à l'action concrète menée par les citoyens eux mêmes.

L'action publique en France est omniprésente et omnipotente. Il ne s'agit pas pour nous de militer pour une diminution de l'action publique, mais à force de vouloir tout faire ou tout contrôler *a priori* on stérilise la capacité d'action citoyenne locale. Pourtant c'est en partie dans le plaisir d'être concrètement acteur, de « servir à quelque chose », d'être artisan d'une action que l'on trouve un des ressorts de la participation. La reconnaissance que l'on tire à être utile est un moteur toujours vivace de l'engagement bénévole. Or, on a du mal à accorder toute la place qu'elle peut occuper dans des systèmes politiques qui reconnaissent mieux l'importance des communautés locales.

Du côté de l'**Alliance citoyenne de Grenoble**, ils se sont appuyés sur les communautés et ont prouvé que leur union au-delà des différences pour la construction d'un objectif commun est possible ! C'est un des moteurs essentiels de leur mobilisation fortement inspirée du *community organizing*. Ils sont allés systématiquement à la rencontre des diverses communautés présentes

L'expérience de l'**APIC de Bagnolet-Montreuil** est un autre exemple de mobilisation communautaire dans le sens où des liens de communauté d'origine sont mobilisés pour mettre en place une action d'intérêt général.

L'action du **collectif de locataires de la Coudraie** s'est également appuyée sur une mobilisation communautaire très forte pour aller au bout de leur long combat. Cette dimension communautaire a permis également d'élargir le champ d'action du collectif, allant au-delà du projet urbain contesté, pour développer des projets sur d'autres plans (éducation, insécurité, ...).

PISTES ET LEVIERS POUR VALORISER L'ACTION DES COLLECTIFS D'HABITANTS

- Reconnaître et aller rencontrer les communautés, s'appuyer dessus.
- Organiser la rencontre des différents groupes.
- Aider et faciliter l'organisation des démarches collectives.
- Susciter et faciliter les actions citoyennes autonomes.

Un peu de la même manière que pour la confiance dans les capacités des citoyens, il s'agit de porter un regard positif sur les collectifs et communautés et donc cela nécessite de se débarrasser de ses préjugés et a priori. C'est certainement par l'observation d'exemples existants et par des tests concrets à petite échelle que l'on peut se convaincre.

Une fois ce seuil franchit, les méthodes d'organisation communautaire sont assez simples et rodées et tournent toujours autour des mêmes principes :

- Le repérage des groupes déjà constitués et de leurs leaders
- L'écoute des enjeux, colères et envies
- L'organisation de la rencontre dans des logiques d'alliance
- L'appui à l'organisation collective de ces groupes
- Laisser de la place et encourager l'initiative concrète.

4.5. LES FORMES ET LES RYTHMES

En ne croyant pas à tout cela, nulle surprise que l'offre officielle et descendante de participation ne soit dans l'immense majorité des cas que d'une grande pauvreté. Les formes actuelles que prend l'offre de participation (une réunion à 19 h dans une salle polyvalente avec deux tables face à des chaises...) incorporent toutes les bonnes raisons pour lesquelles ça ne marche pas.

On pourrait presque pour la décrire paraphraser les règles de la tragédie classique : unité de lieu (le préau de l'école), unité de temps (19 ou 20 h), unité d'action (aucune si ce n'est de l'information descendante).

Plusieurs dimensions de cette offre sont en effet problématiques :

- On est souvent victime du mythe de l'agora ou du forum qui voudrait que tout le monde parle spontanément avec tout le monde au même endroit pour construire un point de vue partagé. Or, on l'a vu, la production d'un point de vue nécessite du temps en amont et du temps de préparation avec ses pairs, avant de confronter et négocier avec d'autres points de

vue. Par ailleurs, certains groupes ne se retrouveront pas naturellement à produire ensemble de manière directe (des adolescents ou jeunes adultes et leurs parents par exemple...).

- On demande aux gens d'engager leur réputation devant leurs voisins sur des sujets sur lesquels ils n'ont pas l'appui d'un travail préparatoire collectif (contrairement aux élus et techniciens qui eux bénéficient de cet appui et de cette préparation). L'aversion vis-à-vis des collectifs renforce la dimension de défi que devient pour un habitant le fait d'exprimer son point de vue en public.
- Ces formes d'expression et de rencontre fabriquent et renforcent l'inégalité d'accès: c'est une prime aux experts ou aux personnes entraînées à cet exercice (professionnels, militants, intellectuels,...). C'est très frappant quand on observe la sélection sociologique (tirée vers le haut des CSP) qui se fait au sein des collèges de tirés au sort quand ils ne sont pas accompagnés.
- C'est quasiment toujours dans des lieux marqués par l'institution que cela se passe. Ces lieux par définition installent une dissymétrie entre l'institution et les gens qui sont conviés. De manière plus générale on ne prend généralement pas garde au plaisir et au confort des gens que l'on convie à participer à une démarche ou une réunion.
- Les formes d'animation sont très souvent tristes et pauvres. Ceux qui savent (les services, les élus, les experts) parlent, présentent à grands renforts de Power point, expliquent,... et les habitants sont la plupart du temps uniquement invités à réagir et à poser des questions.

PISTE ET LEVIERS POUR CONCEVOIR DES LIEUX ET DES RYTHMES PLUS ADAPTES

- Aller là où les gens sont bien
- Prendre le temps de la construction des points de vue
- Animer la délibération de manière sérieuse et inter active
- Utiliser les outils (vidéos et numérique...) qui permettent l'échange dans le temps et la médiation.

On l'a évoqué à plusieurs reprises, si on veut se donner une chance que les gens participent à quelque chose, il faut établir le contact dans de bonnes conditions, créer la confiance. Aller rencontrer les gens là où ils sont dans un groupe avec lequel ils sont en confiance est une première étape.

Il faut ensuite aller les rencontrer parce que l'on a besoin d'eux, de leur point de vue mais aussi de leurs idées pour construire ensemble. Cette phase de construction doit être sérieuse et rigoureuse

Les méthodes de construction par groupes de pairs, la méthode du métaplan, le colorvote, l'auto médiatisation,... L'utilisation des outils numériques et de la vidéo ouvrent des possibilités immenses si on les envisage comme des outils

pour faciliter la production et l'échange entre citoyens et pas uniquement comme des outils de communication institutionnelle.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Le site du Collectif Pouvoir d'Agir: www.pouvoirdagir.fr
- Verfaillie B., 2016, [Agir avec les pauvres contre la misère](#), Co-édition Ed. de l'Atelier et Ed. Quart Monde, collection « Pouvoir d'agir », 172 pages.

Sur les expériences évoquées

- [L'Association de Prévention Intercommunale Citoyenne \(APIC\) Bagnolet – Montreuil](#), fiche d'étude de cas, citego.org
- [Le Centre de Santé des 3 Cités de Poitiers](#), fiche d'étude de cas, citego.org
- [Le collectif de locataires de la Coudraie à Poissy](#), fiche ressource, citego.org
- [L'Alliance Citoyenne de Grenoble](#), fiche ressource, citego.org
- [Saillans: l'expérimentation de la gouvernance collégiale](#), fiche ressource, citego.org
- Le site du Programme « [Promotion familiale sociale et culturelle](#) » du quartier de Fives (Lille)
 - Chartier O., 2014, [Laetitia Lamour : avec ceux qu'on entend le moins](#), retour d'expérience d'une volontaire l'équipe de promotion familiale d'ATD Quart Monde.
- Le site de la campagne « [1001 territoires](#) »

Sur des méthodes de travail

- CIPAST, « [Méthodologie Metaplan](#) ».
- Le site [Colorvote](#)
- MSE-Sud, [La démarche d'auto-médiatisation : 'Ecouter pour changer'](#)
- Maistre E., « [Michael Diebold : 'Les solutions durables ne peuvent être imaginées qu'avec les citoyens'](#) », Apriles.